

In artikel 1 van hetzelfde decreet, een tweede lid toevoegen, luidend als volgt :

« De niet-Belgische auteurs dienen het bewijs te leveren dat zij, vóór het verstrijken van de termijn voor het indienen van de werken, minstens vijf jaar in België verblijven. »

**Art. 2.** In artikel 2 van het decreet tot inrichting van een letterkundige prijs van de Raad van de Franse Gemeenschap, een tweede lid toevoegen, luidend als volgt :

« Wanneer het gekozen werk wordt gepubliceerd, moet de uitgever dit voorzien van een strook met daarop de prijsvermelding en dit volgens het model opgelegd door het Parlement. »

In artikel 2 van hetzelfde decreet, een derde lid toevoegen, luidend als volgt :

« Wanneer het gekozen werk niet langer verkrijgbaar is, kan de Raad van de Franse Gemeenschap een toelage verlenen om de heruitgave toe te laten of te vergemakkelijken. »

**Art. 3.** In artikel 4, eerste lid, van het decreet tot inrichting van een letterkundige prijs van de Raad van de Franse Gemeenschap, het woord « februari » vervangen door het woord « januari ».

In artikel 4, derde lid, van hetzelfde decreet de woorden « 15 maart » vervangen door de woorden « 1 maart ».

**Art. 4.** In artikel 6 van het decreet tot inrichting van een letterkundige prijs van de Raad van de Franse Gemeenschap, het woord « voor » schrappen en het woord « maart » vervangen door het woord « februari ».

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, 8 maart 2001.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,  
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,  
de opvang en de opdrachten toegewezen aan de ONE,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Bijzonder Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
R. MILLER

De Minister van Jeugd- en Gezondheidszorg,  
Mevr. N. MARECHAL.

—  
Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*

*Documenten van de Raad.* — Ontwerpdecreet, nr. 143-1. — Verslag, nr. 143-2.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Zitting van 20 februari 2001.

F. 2001 — 835

[S - C - 2001/29152]

**8 MARS 2001. — Décret relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport,  
à l'interdiction du dopage et à sa prévention en Communauté française (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

- 1° Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française;
- 2° manifestation sportive : toute initiative qui permet à des personnes de pratiquer du sport;
- 3° entraînement sportif : toute initiative qui permet à des personnes de se préparer en vue de participer à des manifestations sportives;
- 4° sportif : personne qui se prépare soit individuellement, soit dans un cadre collectif en vue d'une activité sportive libre ou organisée sous forme de compétition ou de délassement, ou qui y participe;
- 5° cercle sportif : association de sportifs affiliés à une fédération sportive telle que définie au 6°;
- 6° fédération sportive : toute association de cercles sportifs qui a pour but de :
  - a) promouvoir une ou des activités physiques constituant une pratique sportive;
  - b) contribuer à l'épanouissement et au bien-être physique, psychique et social de la personne par des programmes permanents et progressifs;
  - c) favoriser la participation de ses membres à des activités libres ou organisées, tant sous forme de compétition que de délassement;
- 7° dopage : usage de substances ou application de méthodes susceptibles d'améliorer artificiellement les performances des sportifs, qu'elles soient ou non potentiellement dangereuses pour leur santé, ou usage de substances ou application de méthodes figurant sur la liste arrêtée par le Gouvernement en vertu de l'article 10;

8° commission : la commission francophone de promotion de la santé dans la pratique du sport, instituée par l'article 16 du présent décret.

CHAPITRE II. — *Prévention, suivi médical et promotion de la santé dans la pratique du sport*

**Art. 2.** Le Gouvernement organise des campagnes d'éducation, d'information et de prévention relatives à la promotion de la santé dans la pratique du sport, en veillant notamment à sensibiliser la population, et plus particulièrement les sportifs et leur entourage, sur le respect des impératifs de santé dans ces pratiques.

**Art. 3.** Le Gouvernement fixe les modalités de prévention et de suivi médical des sportifs, dans une optique de prévention des risques liés au sport et aux conditions d'entraînement, et de promotion d'une pratique sportive adaptée et susceptible d'améliorer la santé, en visant à la responsabilisation du sportif et à l'information du médecin.

**Art. 4.** Le Gouvernement fixe, sur avis de la commission, un relevé des recommandations générales et contre-indications médicales liées à la pratique des disciplines sportives qui le requièrent. Ce relevé fera l'objet d'une mise à jour régulière. Ce relevé permettra au médecin d'attester de l'absence de contre-indications liées à la discipline sportive pratiquée.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement approuve, sur avis de la commission, le règlement médical établi par chaque fédération sportive, ainsi que ses modifications.

Le règlement médical doit au minimum inclure :

1° le relevé des recommandations générales et contre-indications spécifiques à la discipline sportive, telle que fixée à l'article 4, et la périodicité de l'examen médical auquel est soumis le sportif; l'examen médical devra attester de l'absence de contre-indications à la pratique du sport qui le concerne;

2° des dispositions visant à organiser la pratique du sport dans le respect des impératifs de santé, en fixant notamment :

- a) des catégories d'âges et des conditions de pratique s'y rapportant;
- b) l'information minimale à fournir aux sportifs en matière de respect des impératifs de santé spécifiques à leur discipline, ainsi que leurs propres obligations et les obligations imposées aux cercles sportifs notamment en matière d'encadrement sanitaire des jeunes sportifs;
- c) les missions et les responsabilités de la commission médicale de la fédération sportive, si la fédération a créé cet organe;
- d) les impératifs de santé que doivent respecter les personnes qui assistent ou encadrent, sur un plan médical, paramédical, d'une manière permanente ou non, un ou plusieurs sportifs lors d'un entraînement sportif ou d'une manifestation sportive, et les sanctions administratives ou disciplinaires prises à l'encontre de ces personnes en cas de non-respect de ces obligations.

§ 2. Le Gouvernement fixe, sur avis de la commission, un règlement médical pour chaque discipline sportive pour laquelle un règlement médical répondant aux conditions fixées par le § 1<sup>er</sup> n'a pas été établi par la fédération sportive concernée dans les douze mois de l'entrée en vigueur du présent décret ou de la création de la fédération, le cas échéant.

**Art. 6.** Eu égard à la spécificité de certaines disciplines sportives, le Gouvernement peut, sur avis de la commission, fixer pour celles-ci des dispenses de l'examen médical qui doit attester de l'absence de contre-indications.

**Art. 7.** Le Gouvernement peut conclure avec les fédérations sportives et les organisations sportives internationales qui en font la demande, et avec d'autres pouvoirs publics, sur avis de la commission, des accords de partenariat concernant la coordination de la prévention et la promotion de la santé dans la pratique du sport, ainsi que de la lutte contre le dopage.

**Art. 8.** Le Gouvernement organise, au minimum tous les trois ans, une concertation en vue de permettre aux fédérations sportives de formuler des avis ou recommandations au Gouvernement sur tout problème relatif à son application.

CHAPITRE III. — *Interdiction et contrôle de la pratique du dopage*

**Art. 9.** La pratique du dopage est interdite à tout sportif. Il est également interdit à tout sportif de se refuser ou de s'opposer aux inspections ou à la prise d'échantillons visés à l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>.

Il est interdit à quiconque d'inciter des tiers à la pratique du dopage, de la faciliter, de l'organiser ou de participer à son organisation, notamment en détenant sur les lieux d'une manifestation sportive ou sur les lieux d'un entraînement sportif, en les transportant vers ceux-ci, en préparant, entreposant, cédant à titre onéreux ou à titre gratuit, offrant, administrant ou appliquant à un sportif les substances ou méthodes visées à l'article 1<sup>er</sup>, 7°.

**Art. 10.** Le Gouvernement établit, sur avis de la commission, la liste des substances ou méthodes défendues, visées à l'article 1<sup>er</sup>, 7°, avec indication, le cas échéant, de la dose interdite, et les modalités suivant lesquelles des sportifs atteints d'une affection chronique ou aiguë peuvent être autorisés à ingérer ou à se faire appliquer à des fins thérapeutiques une substance ou méthode prohibée.

Le Gouvernement assure la mise à jour régulière de cette liste.

**Art. 11.** Le Gouvernement fixe, sur avis de la commission, le mode et les conditions de la prise d'échantillons, les procédures de conservation, de transport et d'analyse des échantillons, les conditions d'agrément et de rétribution des médecins ou du personnel paramédical ou toute autre personne qui peuvent assister les officiers de police judiciaire et des laboratoires habilités à effectuer les analyses.

Le Gouvernement fixe la procédure de recours en cas de contestation des résultats de l'analyse des échantillons susvisés.

CHAPITRE IV. — *Surveillance et sanctions*

**Art. 12.** Sans préjudice des contrôles effectués par les fédérations sportives et d'autres organismes, les officiers de police judiciaire veillent à l'application des dispositions du présent décret et des arrêtés pris en exécution de celui-ci. Dans ce cadre, ils peuvent notamment, si nécessaire avec l'assistance des personnes agréées à cet effet, prélever ou faire prélever avant, pendant et après une manifestation sportive ou un entraînement sportif, en vue d'analyse dans un laboratoire agréé, des échantillons du ravitaillement du sportif, des cheveux, du sang, des urines ou de la salive du sportif; ils peuvent également contrôler les véhicules, les vêtements, l'équipement et les bagages du sportif et des personnes qui l'assistent ou l'encadrent d'une manière permanente ou non, sur un plan médical, paramédical ou sur un autre plan. Ils peuvent pénétrer dans les vestiaires, locaux sportifs et terrains de sport.

Ils dressent un procès-verbal du contrôle antidopage.

Une copie est transmise au sportif concerné, au plus tard dans les quinze jours du constat. Une copie en est également transmise dans le même délai à la fédération sportive concernée.

Sans préjudice de la compétence reconnue à d'autres fonctionnaires par ou en vertu d'autres dispositions légales ou décrétales, la qualité d'officier de police judiciaire est accordée aux agents et aux membres du personnel des services du Gouvernement désignés par lui pour exercer les missions visées aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2.

**Art. 13.** Sans préjudice de l'application de sanctions disciplinaires ou administratives prononcées par les fédérations sportives ou les cercles sportifs et d'autres peines comminées par le Code pénal ou des législations particulières, est puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de deux cents à deux mille francs ou d'une de ces peines seulement, celui qui viole les dispositions de l'article 9, alinéa 2.

En cas de récidive dans les deux années qui suivent un jugement de condamnation du chef de l'infraction susvisée, coulé en force de chose jugée, les peines peuvent être portées au double.

**Art. 14.** Les substances interdites et les objets utilisés pour appliquer des méthodes interdites seront saisis, confisqués et mis hors d'usage selon les modalités fixées par le Gouvernement.

**Art. 15.** Les dispositions du livre I<sup>er</sup> du Code pénal, le chapitre VII et l'article 85 non exceptés, sont applicables aux infractions visées à l'article 13.

#### CHAPITRE V. — *Commission francophone de promotion de la santé dans la pratique du sport*

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Une commission francophone de promotion de la santé dans la pratique du sport est instituée.

Outre la remise des avis prévus aux chapitres II et III, la commission a pour missions :

1° de donner un avis au Gouvernement sur tout projet de décret ou d'arrêté organique ou réglementaire relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention;

2° de donner au Gouvernement, soit d'initiative, soit à sa demande, des avis sur tout problème concernant la pratique du sport dans le respect des impératifs de santé et de prévention de la santé par l'exercice physique et le sport; à cette occasion, elle peut entendre toute personne ou service concerné par l'application du présent décret et susceptible de formuler des recommandations utiles;

3° de donner un avis sur l'évaluation de l'application des règlements médicaux visés au chapitre II et sur la mise en place des conditions de suivi médical et préventif des sportifs, quel que soit leur niveau;

4° chaque année, avant le 31 mars, de remettre, au Gouvernement et au Parlement, un rapport sur son action au cours de l'année écoulée.

§ 2. Les avis de la commission demandés par le Gouvernement doivent être transmis dans un délai ne dépassant pas soixante jours. Ce délai prend cours à la réception de la demande d'avis par le secrétariat de la commission. Passé ce délai, les avis ne sont plus requis pour qu'une décision puisse être prise valablement par le Gouvernement.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. La commission est composée de vingt membres au maximum, nommés par le Gouvernement pour une période de cinq ans renouvelable.

Le Gouvernement fixe la composition de la commission, qui doit comprendre en son sein des représentants du monde scientifique, médical et sportif, compétents en matière de sport, de médecine du sport, de promotion de la santé dans le sport, de prévention du dopage, de pharmacologie ou de toxicologie.

Devront également être représentés, le Comité olympique et interfédéral belge, le Conseil supérieur de promotion de la santé et le Conseil supérieur des sports et de la vie en plein air.

§ 2. Deux membres, représentant respectivement le ministre ayant la promotion de la santé dans ses attributions et le ministre ayant le sport dans ses attributions, et deux membres, représentant la direction générale de la santé et la direction générale du sport du ministère de la Communauté française assistent aux séances avec voix consultative.

§ 3. Le Gouvernement nomme également, pour chaque membre effectif, un membre suppléant, aux mêmes conditions que les membres effectifs. Le membre suppléant ne siège qu'en l'absence du membre effectif.

**Art. 18.** Le Gouvernement désigne le président et le vice-président de la commission parmi les membres effectifs. Ces mandats sont incompatibles avec la qualité de fonctionnaire de la Communauté française ou d'un de ses organismes d'intérêt public.

Le Gouvernement désigne le secrétaire de la commission et son suppléant parmi les membres des services du Gouvernement.

**Art. 19.** En cas de démission ou de décès d'un membre, son remplaçant est nommé par le Gouvernement, conformément à l'article 17, pour achever le mandat de son prédécesseur.

Tout membre qui perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé est réputé démissionnaire.

**Art. 20.** La commission délibère valablement si la moitié au moins de ses membres est présente. Ses décisions sont prises à la majorité absolue de ses membres présents.

**Art. 21.** Dans les deux mois de son installation, la commission arrête son règlement d'ordre intérieur, et le soumet à l'approbation du Gouvernement.

Le Gouvernement fixe les jetons de présence et les indemnités de déplacement des membres de la commission.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

**Art. 22.** Sont abrogés :

1° la loi du 31 mai 1958 réglementant les combats et exhibitions de boxe;

2° la loi du 2 avril 1965 interdisant la pratique du dopage à l'occasion des compétitions sportives;

3° le décret du 5 juin 1985 relatif à la participation des jeunes de moins de 21 ans à l'entraînement et aux compétitions cyclistes sur et en dehors de la voie publique, modifié par le décret du 31 mars 1994;

4° l'arrêté royal du 15 janvier 1973 fixant les taux d'intervention de l'Etat dans les frais de fonctionnement des centres médico-sportifs agréés;

5° l'arrêté royal du 24 novembre 1978 relatif à l'agrément des laboratoires pour l'analyse des échantillons prélevés lors des compétitions sportives;

6° l'arrêté royal du 24 novembre 1978 concernant le prélèvement et l'analyse d'urines et de ravitaillement, lors des compétitions sportives, modifié par l'arrêté royal du 7 avril 1981;

7° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 août 1985 fixant les missions et le fonctionnement de la Commission francophone de lutte antidopage, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 mai 1987;

8° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 novembre 1991 établissant les tarifs pour l'analyse d'échantillons sur des substances considérées comme dopantes, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 1<sup>er</sup> juin 1992.

**Art. 23.** Tant que la commission n'a pas été constituée, la Commission francophone de lutte antidopage, instituée en application de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 août 1985 fixant les missions et le fonctionnement de la Commission francophone de lutte antidopage, assume les missions de la commission.

**Art. 24.** Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 8 mars 2001.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,  
de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,  
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,  
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL

---

Note

(1) *Session 2000-2001.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 128-1. — Amendements de commission, n° 128-2. — Rapport, n° 128-3. — Amendement de séance, n° 128-4.

*Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 20 février 2001.

---

VERTALING

N. 2001 — 835

[C — 2001/29152]

**8 MAART 2001. — Decreet betreffende de promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening, het dopingverbod en de preventie ervan in de Franse Gemeenschap (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit decreet dient men te verstaan onder :

- 1° Regering : de Franse Gemeenschapsregering;
- 2° sportevenement : elk initiatief dat personen toelaat sport te beoefenen;
- 3° sporttraining : elk initiatief dat mensen toelaat zich voor te bereiden op deelname aan sportevenementen;
- 4° sportbeoefenaar : persoon die zich hetzij eigenhandig, hetzij in groepsverband voorbereidt op een vrije sportactiviteit of een sportactiviteit die wordt georganiseerd in competitieverband of als vrijetijdsbesteding, ofwel persoon die eraan deelneemt;
- 5° sportkring : vereniging van sportbeoefenaars die aangesloten zijn bij een sportfederatie zoals bedoeld in 6°;
- 6° sportfederatie : iedere vereniging van sportkringen met als doel :
  - a) één of meerdere lichamelijke activiteiten te promoten die deel uitmaken van een sporttak;
  - b) bij te dragen tot de ontplooiing en het fysiek, psychisch en sociaal welzijn van die persoon aan de hand van blijvende en progressieve programma's;
  - c) haar leden aan te sporen deel te nemen aan vrije of georganiseerde activiteiten, zowel in competitieverband als bij wijze van vrijetijdsbesteding;
- 7° dopinggebruik : gebruik van stoffen of methodes die de prestaties van sportbeoefenaars kunstmatig verhogen, ongeacht zij een potentieel gevaar inhouden voor hun gezondheid, of gebruik van stoffen of methodes die vermeld staan op de lijst die is vastgelegd door de Regering krachtens artikel 10;
- 8° commissie : de Franstalige commissie voor de promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening, ingesteld door artikel 16 van dit decreet.

HOOFDSTUK II. — *Preventie, medische begeleiding en promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening*

**Art. 2.** De Regering organiseert educatieve, informatie- en preventiecampagnes omtrent de gezondheids promotie bij sportbeoefening door meer bepaald de bevolking, in het bijzonder de sportmensen en hun directe omgeving, te sensibiliseren over de eerbiediging van gezondheidsregels in deze praktijken.

**Art. 3.** De Regering bepaalt de wijzen van de preventie en de medische begeleiding van sportbeoefenaars om deze te behoeden voor de risico's die verbonden zijn aan de sport, aan de trainingsomstandigheden en de promotie van een aangepaste sportbeoefening die de gezondheid ten goede kan komen, dit door de sportbeoefenaar bewust te maken van zijn verantwoordelijkheid en door de geneesheer te informeren.

**Art. 4.** De Regering stelt, op advies van de commissie, een lijst op met algemene aanbevelingen en medische contra-indicaties in verband met de beoefening van de sportdisciplines die deze vereisen. Deze lijst zal regelmatig bijgewerkt worden en zal de geneesheer in staat stellen te verklaren dat er geen contra-indicaties zijn voor de beoefende sportdiscipline.

**Art. 5. § 1.** De Regering hecht, op advies van de commissie, haar goedkeuring aan het medisch reglement dat iedere sportfederatie opstelt alsook aan de wijzigingen eraan.

Het medisch reglement omvat minstens :

1° een opsomming van de algemene aanbevelingen en contra-indicaties eigen aan de sportdiscipline, zoals bepaald in artikel 4, alsook de periodiciteit van het medische onderzoek dat de sportbeoefenaar moet ondergaan; uit het medisch onderzoek moet blijken dat er geen contra-indicaties zijn voor desbetreffende sportbeoefening;

2° voorschriften aangaande de organisatie van de sportbeoefening, met inachtnaam van de gezondheidsregels, op basis van volgende gegevens :

a) de leeftijdscategorieën en de hierop van betrekking zijnde beoefeningsomstandigheden;

b) minimuminformatie aan de sportbeoefenaars omtrent de eerbiediging van de gezondheidsregels eigen aan hun discipline alsook hun eigen verbintenissen en deze verbintenissen die zijn opgelegd aan de sportkringen, met name wat de sanitaire begeleiding betreft van de jonge sportbeoefenaars;

c) de opdrachten en verantwoordelijkheden van de medische commissie van de sportfederatie, indien de federatie dit orgaan heeft opgericht;

d) de gezondheidsregels die in acht moeten worden genomen door de personen die één of meerdere sportbeoefenaars tijdens een training of sportevenement medisch, paramedisch en al dan niet permanent bijstaan of begeleiden alsook de administratieve of disciplinaire maatregelen die worden getroffen jegens deze personen bij het niet naleven van deze verplichtingen.

§ 2. De Regering stelt, op advies van de commissie, een medisch reglement op voor iedere sportdiscipline waarvoor geen medisch reglement, dat tegemoet komt aan de in §1 bedoelde voorwaarden, is opgesteld door desbetreffende sportfederatie binnen de twaalf maanden na de inwerkingtreding van dit decreet of, desgevallend, na de oprichting van de federatie.

**Art. 6.** Gezien de bijzondere kenmerken van bepaalde sporttakken kan de Regering, op advies van de commissie, voor deze takken vrijstelling verlenen van het medisch onderzoek dat de afwezigheid van contra-indicaties moet aantonen.

**Art. 7.** De Regering kan met de sportfederaties en de internationale sportorganisaties die hierom verzoeken en met andere overheden, op advies van de commissie, samenwerkingsakkoorden sluiten op het vlak van de coördinatie van de preventie en de promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening alsmede op het vlak van de strijd tegen het dopinggebruik.

**Art. 8.** Minstens een maal om de drie jaar pleegt de Regering overleg met de sportfederaties zodat deze hun adviezen of aanbevelingen over ieder probleem aangaande de toepassing kenbaar kunnen maken aan de Regering.

HOOFDSTUK III. — *Dopingverbod en -controle*

**Art. 9.** Doping is verboden voor iedere sportbeoefenaar. Het is elke sportbeoefenaar eveneens verboden inspecties of monsternemingen, bedoeld in artikel 12, eerste lid, te weigeren of zich daartegen te verzetten.

Het is eenieder verboden derden aan te zetten tot dopinggebruik, dit gebruik te vergemakkelijken, het te organiseren of aan de organisatie ervan deel te nemen, met name door de in artikel 1, 7°, bedoelde stoffen of methodes bij zich te hebben op de plaats van een sportevenement of op een sporttraining, deze te vervoeren naar deze plekken of deze voor te bereiden, op te slaan, tegen een prijs of gratis af te staan, deze aan een sportbeoefenaar aan te bieden, toe te dienen of te doen gebruiken.

**Art. 10.** De Regering stelt, op advies van de commissie, de lijst op van de in artikel 1, 7°, bedoelde verboden stoffen of methodes, desgevallend met vermelding van de verboden dosis en de wijzen waarop sportbeoefenaars die aan een chronische of acute aandoening lijden, toelating kunnen krijgen om een verboden stof of methode om therapeutische redenen in te nemen of op zich toe te passen.

De Regering zorgt voor een regelmatige up-date van deze lijst.

**Art. 11.** De Regering bepaalt, op advies van de commissie, de wijze en omstandigheden voor het nemen van stalen, de procedures inzake de bewaring, het vervoer en de analyse van de stalen, de voorwaarden voor de erkenning en bezoldiging van de geneesheren of van het paramedisch personeel of iedere andere persoon die de officieren van de gerechtelijke politie en van de laboratoria die gemachtigd zijn voor het uitvoeren van de analyses, mogen bijstaan.

De Regering bepaalt de beroepsprocedure bij betwisting van de resultaten van de analyse van bovengenoemde stalen.

#### HOOFDSTUK IV. — *Toezicht en strafmaatregelen*

**Art. 12.** Onverminderd de controles die worden verricht door de sportfederaties en andere organen, zien de officieren van de gerechtelijke politie toe op de toepassing van de bepalingen van dit decreet en van de besluiten die in uitvoering hiervan genomen worden. Hierdoor kunnen ze met name, indien nodig met de hulp van hiertoe erkende personen, vóór, tijdens en na een sportevenement of een sporttraining, stalen namen of laten nemen van de bevoorradings van de sportbeoefenaar, van de haren, het bloed, de urine of van het speeksel van de sportbeoefenaar om deze te laten analyseren in een erkend laboratorium; ze kunnen eveneens controles verrichten op de voertuigen, de kledij, de uitrusting en de bagage van de sportbeoefenaar en de personen die deze al dan niet permanent medisch, paramedisch of op een andere wijze begeleiden of bijstaan. Ze mogen de kleedkamers, de sportlokalen en sportterreinen betreden.

Ze stellen een proces-verbaal op van antidopingcontrole.

Een afschrift hiervan wordt uiterlijk veertien dagen na de vaststelling verzonden naar de sportbeoefenaar. Er wordt binnen dezelfde termijn tevens een afschrift verstuurd naar de betrokken sportfederatie.

Onverminderd de bevoegdheid verleend aan andere ambtenaren door of krachtens andere wettelijke of decretale bepalingen, wordt de hoedanigheid van officier van de gerechtelijke politie verleend aan de ambtenaren en personeelsleden van de diensten van de Regering die door haar zijn aangewezen voor de in het eerste en tweede lid bedoelde opdrachten.

**Art. 13.** Onverminderd de toepassing van de administratieve en disciplinaire maatregelen waartoe besloten door de sportfederaties of de sportkringen en de andere straffen opgelegd door het Strafwetboek of andere bijzondere regelgevingen, wordt veroordeeld tot een gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar en een boete van tweehonderd tot tweeduizend frank of één van beide straffen alleen, diegene die de in artikel 9, tweede lid, bedoelde bepaling schendt.

In geval van recidive binnen de twee jaar na een veroordeling wegens voormelde schending, die kracht van gewijsde heeft, kunnen de straffen worden verdubbeld.

**Art. 14.** De verboden stoffen en voorwerpen die gebruikt worden om verboden methodes toe te passen, worden in beslag genomen en buiten werking gesteld volgens de wijzen bepaald door de Regering.

**Art. 15.** De bepalingen in boekdeel I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn toepasbaar op de in artikel 13 bedoelde inbreuken.

#### HOOFDSTUK V. — *Franstalige commissie voor de promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening*

**Art. 16.** § 1. Er wordt een Franstalige commissie voor gezondheidspromotie bij de sportbeoefening opgericht.

Naast de in hoofdstukken II en III bedoelde adviserende taken, heeft de commissie tot doel :

1° de Regering advies te verlenen over ieder organiek of verordenend ontwerpdecreet of, -besluit betreffende de gezondheidspromotie bij de sportbeoefening, het dopingverbod en de preventie ervan;

2° de Regering, op eigen initiatief of op verzoek, advies te verlenen omtrent ieder probleem aangaande de beoefening van sport met eerbied voor de regels op het vlak van de gezondheid en de gezondheidspreventie door lichamelijke oefeningen en sport; daartoe mag zij iedere persoon of dienst horen die onder het toepassingsgebied valt van dit decreet en die nuttige aanbevelingen kan formuleren;

3° advies te geven over de evaluatie van de toepassing van de medische reglementen bedoeld in hoofdstuk II en over de invoering van voorwaarden voor de medische follow-up en preventieve begeleiding van de sportbeoefenaars, ongeacht hun niveau;

4° ieder jaar, vóór 31 maart, de Regering en het Parlement, een verslag te overhandigen over haar activiteiten van het verstreken jaar.

§ 2. De door de Regering ingewonnen adviezen van de commissie moeten binnen een termijn van zestig dagen verstuurd worden. Deze termijn begint te lopen vanaf de ontvangst van verzoek om advies op het secretariaat van de commissie. Eens deze termijn verstreken, zijn geen adviezen meer vereist opdat de Regering een geldige beslissing zou kunnen nemen.

**Art. 17.** § 1. De commissie bestaat uit maximum twintig leden, door de Regering benoemd voor een periode van vijf jaar, dewelke hernieuwbaar is.

De Regering bepaalt de samenstelling van de commissie die in haar midden vertegenwoordigers moet omvatten uit de wetenschappelijke, medische en sportwereld, bevoegd op het vlak van de sport, de sportgeneeskunde, de gezondheidspromotie bij de sport, de preventie van dopinggebruik, de farmacologie of de toxicologie.

Moeten eveneens vertegenwoordigd zijn, het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité, de Conseil supérieur de promotion de la santé (Hoge Raad voor de Gezondheidspromotie) en de Conseil supérieur des sports et de la vie en plein air (Hoge Raad voor Sport en Ontspanning in de Open Lucht).

§ 2. Twee leden, vertegenwoordigers van respectievelijk de minister voor gezondheidspromotie en de minister van sport, en twee leden als vertegenwoordigers van het directoraat-generaal van de gezondheidszorg en het directoraat-generaal van de sport van het ministerie van de Franse Gemeenschap wonen de zittingen bij en hebben adviserende stem.

§ 3. De Regering benoemt tevens, voor ieder werkend lid, een plaatsvervangend lid aan onder dezelfde voorwaarden als voor de werkende leden. Het plaatsvervangend lid zetelt slechts in afwezigheid van het werkend lid.

**Art. 18.** De Regering wijst de voorzitter en de ondervoorzitter van de commissie aan onder de werkende leden. Deze mandaten zijn onverenigbaar met de functie van ambtenaar van de Franse Gemeenschap of één van diens instellingen van openbaar nut.

De Regering wijst de secretaris van de commissie en diens plaatsvervanger aan onder de leden van de diensten van de Regering.

**Art. 19.** Bij ontslag of overlijden van een lid wordt diens plaatsvervanger overeenkomstig artikel 17 door de Regering aangesteld om het mandaat van zijn voorganger uit te zitten.

Ieder lid dat zijn hoedanigheid verliest waarin deze werd aangesteld, wordt geacht ontslagnemend te zijn.

**Art. 20.** De commissie beraadt geldig indien minstens de helft van haar leden aanwezig zijn. De beslissingen worden genomen bij absolute meerderheid van de aanwezige leden.

**Art. 21.** Binnen de twee maand na de installatie stelt de commissie haar huishoudelijk reglement op dat zij ter goedkeuring voorlegt aan de Regering.

De Regering bepaalt de presentiegelden en transportvergoedingen van de commissieleden.

#### HOOFDSTUK VI. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 22.** Worden opgeheven :

1° de wet van 31 mei 1958 tot reglementering van de bokswedstrijden en exhibities;

2° de wet van 2 april 1965 waarbij de dopingpraktijk verboden wordt bij sportcompetities;

3° het decreet van 5 juni 1985 betreffende de deelneming van jongeren van minder dan 21 jaar aan de training en aan de wielervedstrijden gehouden op of buiten de openbare weg, gewijzigd door het decreet van 31 maart 1994;

4° het koninklijk besluit van 15 januari 1973 tot vaststelling van het beloop der rijksbijdrage in de werkingskosten van de erkende sportkeuringscentra;

5° het koninklijk besluit van 24 november 1978 betreffende de erkenning van de laboratoria voor de analyse van monsters die bij sportcompetities zijn genomen;

6° het koninklijk besluit van 24 november 1978 betreffende de monsterneming van urine en bevoorrading, bij sportcompetities en de analyse ervan, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 april 1981;

7° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 augustus 1985 tot vaststelling van de opdrachten en de werking van de Franstalige Commissie voor de bestrijding van de doping, gewijzigd door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 mei 1987;

8° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 november 1991 tot vaststelling van de tarieven voor de analyse van monsters tot opsporing van als doperend beschouwde substanties, gewijzigd door het besluit van de Executieve van 1 juni 1992.

**Art. 23.** Zolang de commissie niet is opgericht, voert de Franstalige Commissie voor de bestrijding van de doping, ingesteld krachtens het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 augustus 1985 tot vaststelling van de opdrachten en de werking van de Franstalige Commissie voor de bestrijding van de doping, de opdrachten van de commissie uit.

**Art. 24.** Dit decreet treedt in werking op de dag die is vastgesteld door de Regering.

Verkundigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, 8 maart 2001.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,  
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,  
de opvang en de opdrachten toegewezen aan de ONE,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Bijzonder Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs,  
Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
R. MILLER

De Minister van Jeugd- en Gezondheidszorg,  
Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 128-1. — Amendementen van de commissie, nr. 128-2. — Verslag, nr. 128-3. — Amendement op de zitting, nr. 128-4.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Zitting van 20 februari 2001.